

STANISŁAW RABIEJ

Wydział Teologiczny Uniwersytetu Opolskiego

<https://orcid.org/0000-0003-3677-2128>

Varsovie – Berlin – Paris au bord d'une nouvelle vague de migration

Résumé

L'objectif de cet article est de montrer les différences et les similitudes existantes dans l'approche de la dynamique de la crise de l'immigration survenant dans les pays du « Triangle de Weimar » après 2015. Les méthodes de recherche suivantes ont été utilisées : descriptive, comparative et analyse des documents et des sources disponibles. Il se compose de trois parties – une introduction à la question, une analyse des problèmes locaux face à la vague d'émigration en France, en Allemagne et en Pologne, une indication des stratégies différenciées face à la crise de l'immigration et son cours après 2015, et dans la conclusion indiquant la possibilité d'appliquer des actions positives envers les nouveaux arrivants en Europe. Il s'ensuit, premièrement, que les États de l'UE doivent abandonner les stéréotypes qui dégradent l'image des émigrants/réfugiés, deuxièmement, que la crise de l'immigration peut en fait contribuer à l'intensification des activités d'intégration dans l'Union, et troisièmement, qu'une politique migratoire commune à l'ensemble de l'Union européenne est nécessaire.

Mots clés : Triangle de Weimar, crise de l'immigration européenne, politique étrangère, processus d'intégration et de désintégration dans l'Union Européenne.

Warszawa – Berlin – Paryż na styku nowej fali migracji

Abstrakt

Celem niniejszego artykułu jest pokazanie istniejących różnic i podobieństw w podejściu do dynamiki kryzysu imigracyjnego występującego w państwach tzw. Trójkąta weimarskiego po 2015 r. Wykorzystano następujące metody badawcze: deskryptywną, komparatystyczną oraz analizę dostępnych dokumentów i materiałów źródłowych. Składa się on z trzech części: wprowadzenia do problematyki, analizy problemów lokalnych wobec fali emigracji we Francji, Niemczech i Polsce, wskazanie zróżnicowanej strategii wobec kryzysu imigracyjnego i jego przebiegu po 2015 r. oraz w konkluzji wskazującej na możliwość zastosowania pozytywnych działań wobec nowo przybyłych do Europy. Wynika z nich, po pierwsze, że państwa UE winne porzucić stereotypy degradujące obraz emigrantów/uchodźców; po drugie, kryzys imigracyjny może w efekcie przyczynić się do wzmocnienia działań integracyjnych w Unii; po trzecie, potrzebna jest wspólna polityka migracyjna Unii Europejskiej jako całości.

Słowa kluczowe: Trójkąt weimarski, europejski kryzys migracyjny, polityka zagraniczna, procesy integracyjne i dezintegracyjne w Unii Europejskiej.

En 2015, les pays européens ont été confrontés à l'un des plus grands défis depuis la fin de la guerre froide. Il s'agit de la crise de l'immigration, liée à l'afflux massif et croissant de personnes provenant de pays de l'Union européenne. La crise migratoire en Europe (y compris la crise des réfugiés) – a pris un visage spécifique en XXI^e siècle. L'arrivée massive de réfugiés et d'émigrants sur le Vieux Continent est devenue le plus grand phénomène de ce type depuis la Seconde Guerre mondiale. Afin d'unifier le droit en vigueur dans les États membres et de créer des normes égales pour l'acceptation des réfugiés dans toute la communauté, les pays de l'Union européenne se sont engagés à créer un système d'asile commun (1999). En conséquence, il est devenu nécessaire de réviser la Convention de Dublin (2003 et 2014). Celle-ci indique quel État est chargé de mener la procédure d'octroi du statut de réfugié. Elle a également ratifié une directive définissant les normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile qui doivent être fournies dans les pays de l'Union – par exemple, l'accès aux ressources de logement, aux services de santé et à l'éducation¹.

Malgré les déclarations communes et les institutions établies, des attitudes différentes envers les nouveaux arrivants sont apparues dans l'UE. Au sein de l'UE, des États comme l'Allemagne, la France et la Pologne ont décidé de stratégies différentes face à la vague de réfugiés. L'Allemagne a adopté une attitude d'ouverture à leur égard. Les frontières de l'Allemagne ont été ouvertes et les réfugiés et immigrants qui arrivent sont pris en charge. D'autre part, des pays comme la Pologne, l'Autriche, l'Italie, la Hongrie et la République Tchèque sont fermement opposés à la libre circulation des personnes entrant en Europe et veulent leur appliquer les réglementations strictes en vigueur jusqu'à présent dans l'Union européenne. La France, quant à elle, forte de l'expérience d'une politique migratoire de longue date, a opté pour une voie médiane – un contrôle accru de l'afflux de nouveaux arrivants².

La division qui se dessine entre les pays ouverts à l'accueil des nouveaux arrivants et disposés à les accueillir en Europe et ceux qui leur sont fermés révèle l'une des plus grandes faiblesses de l'Union européenne, y compris des pays du Triangle de Weimar. La crise qui a éclaté découle, entre autres, de l'absence

¹ *Règlement 343/2003 du Conseil établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers*, 32003R0343, adopté le 18 février 2003, 1–10 (17.03.2019). <https://eur-lex.europa.eu/oj/direct-access.html?locale=fr>.

² Martine Durand, Georges Lemaître. 2006. « La politique migratoire française à un tournant ». *Économie Internationale* 108 : 115–137.

d’une politique migratoire commune. Derrière presque toutes les décisions prises dans ce domaine se cachent d’importantes divergences d’opinion entre les dirigeants des différents États membres. Même l’application du droit international, comme la Convention de Genève, est parfois remise en question par les pays qui s’opposent à la politique de la « porte ouverte ». En conséquence, ces décisions ont généralement le caractère de compromis non fonctionnels ou ne concernent qu’un seul des nombreux aspects du problème³.

De plus, les mesures prises estime qu’il y a déjà eu une augmentation spectaculaire de 277 % du nombre de réfugiés entre 2013 et 2014. Toutefois, on considère que l’apogée de la crise a eu lieu au second semestre 2015, lorsqu’un nombre record de 1,2 million de demandes d’asile ont été déposées dans les pays de l’UE. Selon les données du UNHR (rapport de la troisième commission), les migrants qui ont atteint l’Europe au cours de cette période étaient principalement des Syriens (49 %), des Afghans (21 %) et des Irakiens (8 %). Les demandes d’asile ont été principalement déposées en Allemagne (476 000 demandes), en Suède, en Autriche et en Hongrie⁴.

Au moins sept routes par lesquelles les réfugiés/migrants ont atteint le Vieux Continent sont apparues. Il s’agit des routes suivantes : Afrique de l’Ouest et Méditerranée occidentale vers l’Espagne, Méditerranée centrale vers l’Italie, Méditerranée orientale et Albanie-Grèce vers la Grèce, Balkans occidentaux vers la Hongrie et Méditerranée orientale vers la Slovaquie. Avec plus ou moins d’intensité, des groupes non négligeables sont arrivés, surmontant les énormes difficultés et coûts de la traversée. Beaucoup d’entre eux ont payé de leur vie ou ont subi de grands désagréments pour atteindre certains pays européens⁵.

Les émigrants ont atteint les pays du Triangle de Weimar par les routes de la Méditerranée centrale, de la Méditerranée orientale et des Balkans occidentaux. Les évolutions sont devenues si dynamiques que, déjà en septembre 2015, les gouvernements de l’Union se sont mis d’accord sur un programme de deux ans pour le déploiement des émigrants dans les États membres. Chaque pays s’est vu attribuer un quota spécifique, c’est-à-dire le nombre de réfugiés que le pays s’engage à accepter. L’objectif de ces mesures était de contrôler efficacement le flux de réfugiés vers l’Europe et d’empêcher les traversées dangereuses et illégales de la mer Méditerranée. Selon la décision de la CE d’accepter les réfugiés

³ *Refugee Crisis : European Commission Takes Decisive Action– Questions and Answers*, Strasbourg (01.04.2017). http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-15-5597_en.htm.

⁴ UNHCHR (United Nations High Commissioner for Human Rights), *Resolution adopted by the General Assembly [Report of the Third Committee] A/48/632/Add.4, 48/141: High Commissioner for the promotion and protection of all human rights*.

⁵ Mélanie Meloche-Holubowski. 2018. Les routes de migrants en mouvement (19.09.2019). <https://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2018/route-migrants/frontieres-clotures-barrieres-migration-europe/>.

de Grèce et d'Italie, 2659 personnes devraient arriver en Pologne. En outre, 962 personnes (principalement originaires de Syrie) viendraient en Pologne au cours des deux prochaines années dans le cadre de la réinstallation de réfugiés se trouvant actuellement hors des frontières de l'UE. L'Allemagne s'est déclarée prête à en accepter 5500, la France 5200. Ces prévisions n'ont pas toujours été entièrement respectées. L'afflux illégal de réfugiés/migrants est notamment dû à la violence et au sous-développement des pays d'origine des migrants. Il est donc difficile d'endiguer le flux de réfugiés et de migrants économiques. L'immigration est un sujet d'inquiétude sur tout le continent, mais à l'Est cela prend des proportions tout autres. Elle évoque un sentiment négatif à 81 % des Tchèques, 78 % des Lettons, 77 % des Slovaques et 70 % des Lituaniens, selon la dernière enquête Eurobaromètre qui sonde les peuples des Vingt-Huit. Par comparaison, la moyenne européenne est à 56 % de sentiments négatifs. Soit, peu ou prou, le niveau en Pologne (53 %), pays où la plus forte hausse (+ 9 points) a été constatée depuis 2014⁶.

Dans son ensemble, la crise qui perdure en Europe depuis au moins le printemps 2015 a mis en lumière les failles du système d'accueil des personnes en quête de protection sur le Vieux Continent. C'est le point de départ de ces analyses. Dans ce texte, basé principalement sur les cas français, allemand et polonais (le Triangle de Weimar), nous tenterons de montrer que cette période est également caractérisée par une utilisation imprécise et souvent stratégique des catégories de migration⁷.

1. Problèmes locaux

Au cours de la période 2015–2020, la situation migratoire en France a été marquée par de tels événements⁸ :

- Certains réfugiés tentent de rejoindre le Royaume-Uni via l'Eurotunnel ou par ferry depuis Calais. Pour cette raison, en août-septembre 2015, certains trains et ferries ont été arrêtés.
- Des camps de réfugiés, connus sous le nom de « jungle de Calais », ont été installés dans la région de Calais. Dans le plus grand des camps, si-

⁶ Honoré Renaud. 2015. *Entre Europe de l'Est et de l'Ouest, un clivage culturel sur les réfugiés*. « Les Échos » (21.09.2016). <https://www.lesechos.fr/2015/09/entre-europe-de-lest-et-de-louest-un-clivage-culturel-sur-les-refugies>.

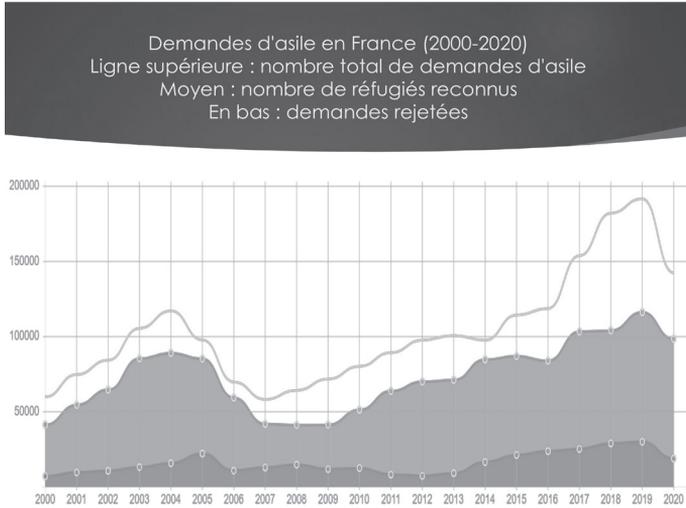
⁷ Commission européenne. 2015. État d'avancement des dix priorités de la Commission européenne. (25.09.2017). https://ec.europa.eu/info/index_fr.

⁸ Ministre de l'Intérieur. 2015–2020. *Les textes portant sur l'immigration, à l'asile, à l'accueil et à l'accompagnement des étrangers - Année 2015–2020* (30.12.2020). <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Documentation/Textes-officiels>.

tué à 5 km du centre-ville, on comptait plus de 1000 personnes (en avril 2015).

- Depuis 2016, la police en France a systématiquement démantelé les camps de réfugiés.
- En juin 2017, des migrants ont bloqué une route à Calais, entraînant la mort d’un chauffeur de camion polonais.
- Fin juillet 2017, le président français Emmanuel Macron a annoncé que la France allait aider les réfugiés en mettant en place des hotspots.
- Début octobre 2017, Emmanuel Macron a annoncé que la France avait pour objectif d’accueillir 10 000 réfugiés d’ici 2019.
- Le 24 octobre 2017, les Français ont décidé de renvoyer les réfugiés de Calais.
- À la mi-novembre 2017, les migrants de Calais ont à nouveau bloqué la route pour accéder à un camion en direction du Royaume-Uni.
- Le 1er février 2018, une fusillade a eu lieu à Calais, au cours de laquelle quatre migrants originaires d’Afghanistan et d’Érythrée ont été blessés.
- En 2018, la France a commencé à renvoyer des migrants en Espagne ; entre janvier et septembre 2018, elle a renvoyé 9000 migrants.
- Le 20 mars 2018, une session des évêques français sur la crise des migrants s’est tenue à Lourdes.
- 8 février 2019 La France a refusé d’accueillir davantage de migrants.
- 8 octobre 2019 En raison de l’augmentation du nombre de migrants arrivant en France, le Premier ministre français Édouard Philippe a annoncé la possibilité d’instaurer des quotas de migrants.
- 6 novembre 2019 Édouard Philippe présente un projet de réforme migratoire et annonce la mise en place de quotas de migrants.
- Le 3 septembre 2020, 409 migrants ont été retenus dans la Manche.
- Le 29 novembre, les autorités britanniques et françaises ont intensifié la lutte contre l’immigration clandestine outre-Manche.
- Le 23 décembre, des membres du gouvernement français ont annoncé qu’ils soutiendraient les migrants dans la lutte contre le COVID-19 et ont encouragé les migrants à demander la nationalité française.

Le projet de modification de la politique d’immigration et d’asile du gouvernement français, adopté à l’Assemblée nationale, figure parmi les réformes les plus à droite du président Emmanuel Macron. Il prévoit de limiter l’immigration en accélérant le traitement des demandes d’asile, en prolongeant la période de détention des immigrés entrés par des moyens irréguliers, ainsi qu’une procédure d’expulsion plus rapide. Ces changements ont été jugés trop restrictifs par certains parlementaires du parti La République En Marche ! (LRM) du président, et leur adoption risque de compromettre la cohésion du parti.

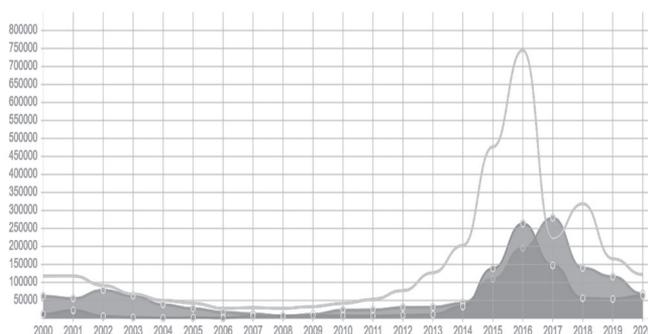


Au cours des années correspondantes 2015–2020, l’Allemagne a été confrontée aux problèmes migratoires suivants⁹ :

- Entre le printemps 2015 et le printemps 2016, plus de 30 000 des réfugiés arrivés en Allemagne ont trouvé un emploi, tandis que 43 600 ont trouvé un emploi en Allemagne entre l’été 2015 et l’été 2016.
- Selon le registre central des étrangers, 1,9 million d’étrangers sont arrivés en Allemagne entre 2016 et 2017. Près de 24 000 réfugiés ont été expulsés d’Allemagne en 2017.
- Début décembre 2017, le gouvernement allemand a commencé à encourager les réfugiés à quitter l’Allemagne ; en échange de leur départ, les réfugiés recevraient une prime. Cependant, cela n’a pas donné les résultats escomptés ;
- Début février 2018, l’Allemagne a décidé de ne plus accepter de réfugiés en raison de conditions prohibitives.
- Le 26 avril 2018, le chef du ministère allemand de l’Intérieur, Horst Seehofer, a proposé la création de centres pour réfugiés en Allemagne.
- À la mi-juin 2018, la chancelière allemande, Angela Merkel, a décidé que l’Allemagne accepterait 1000 migrants par mois, répondant à des conditions strictes, dont la possession de documents.
- En 2019, 28 000 migrants expulsés ont été renvoyés en Allemagne. En réponse, le ministre de l’intérieur Horst Seehofer a annoncé qu’une législation serait élaborée pour permettre aux migrants dont la réadmission dans le pays a été bloquée d’être placés en détention pendant l’examen de leur nouvelle demande d’asile.

⁹ Maria Becker. 2015. *Der Asyldiskurs in Deutschland. Eine medienlinguistische Untersuchung von Presstexten, Onlineforen und Polit-Talkshows*. Frankfurt am Main : Peter Lang.

Demandes d'asile en Allemagne (2000-2020)
 Ligne supérieure : nombre total de demandes d'asile
 Moyen : nombre de réfugiés reconnus
 En bas : demandes rejetées



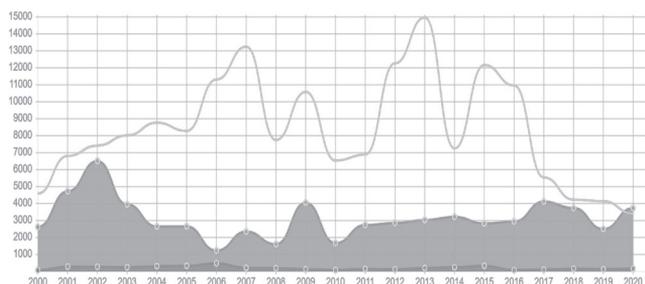
Au cours d’une période similaire (2015–2020), la Pologne a été confrontée aux problèmes de migration suivants¹⁰ :

- En 2015, la Fondation Estera, en collaboration avec le Fonds Barnabas, a accueilli 50 familles syriennes en Pologne, leur fournissant un logement et des moyens de subsistance. En mars 2017, Miriam Shaded, présidente de la Fondation Estera, en réponse aux nombreuses informations selon lesquelles tous les réfugiés amenés avaient quitté la Pologne, a déclaré qu’environ 25 % des Syriens amenés sont restés, les autres ayant choisi de partir.
- En 2016, la Pologne a accueilli plus d’un million de migrants et de réfugiés en provenance d’Ukraine et de l’autre côté de la frontière orientale.
- En 2016, 127 394 permis de travail pour les étrangers en Pologne ont été délivrés, et 1 314 127 déclarations d’intention de confier un travail à des étrangers ont été enregistrées selon une procédure simplifiée. La procédure simplifiée de demande d’emploi peut être utilisée par les citoyens d’Ukraine, de Russie, de Biélorussie, de Géorgie, de Moldavie, d’Arménie, et elle permet de les employer pour une durée maximale de six mois.
- En 2016, en Pologne, 12 319 personnes ont demandé l’assistance internationale, 54 personnes ont obtenu l’asile, 11 628 personnes ont demandé la résidence permanente, 127 424 personnes ont demandé la résidence temporaire.

¹⁰ Natalia Ojewska. 2015. *Sentiment anti-immigrant en Pologne : pure haine ou violence éphémère ?* (28.09.2017). <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/sentiment-anti-immigrant-en-pologne-pure-haine-ou-violence-ephemere>.

- Au 1er janvier 2017, un total de 266 218 étrangers avaient le droit de séjourner sur le territoire de la Pologne (les personnes ayant un visa délivré par les consulats de la République de Pologne n'étaient pas incluses), dont 1306 personnes ayant le statut de réfugié et 1837 personnes ayant le droit de séjourner pour des raisons humanitaires.
- Le 24 juin 2017, la Plateforme civique a déclaré qu'elle soutenait l'admission des réfugiés. Le parti Droit et Justice s'y est opposé.
- Le 22 août 2018, lors d'une conférence de presse en Nouvelle-Zélande, le président de la République de Pologne Andrzej Duda a annoncé que la Pologne n'accepterait pas de réfugiés.
- En 2018, les Polonais ont apporté leur aide lors de la crise des migrants en Grèce, en Italie et à Chypre.
- Le 9 janvier 2019, la ministre de l'Aide humanitaire Beata Kempa a déclaré à Bruxelles que « l'acceptation des réfugiés ou des migrants n'est pas une bonne réponse à la crise migratoire ».
- En 2019, 28 000 migrants expulsés ont été renvoyés en Allemagne.
- Le 2 mars 2020, les autorités allemandes ont annoncé la fermeture des frontières de l'Union européenne aux réfugiés.

Demandes d'asile en Pologne (2000-2020)
 Ligne supérieure : nombre total de demandes d'asile
 Moyen : nombre de réfugiés reconnus
 En bas : demandes rejetées



Globalement, depuis 2016 en Pologne, on assiste à un renforcement de la position du gouvernement et à un refus catégorique d'accepter des réfugiés dans le cadre du dispositif de relocalisation et de réinstallation. Les solutions adoptées par l'UE ont été considérées comme une méthode inefficace pour aider les personnes touchées par la guerre et comme un mécanisme permettant d'attirer une vague de migration. Avec les pays du groupe de Visegrad, le Conseil des ministres polonais a commencé à chercher d'autres moyens de lutter contre la crise migratoire croissante. Elle a souligné que « les solutions introduisant une relocalisation obligatoire

des migrants, qu’elles soient fondées sur des décisions ad hoc ou sur un mécanisme permanent, ne peuvent être considérées comme efficaces [...] ».

Le gouvernement demande que les frontières extérieures de l’Union européenne soient scellées. Cela correspond au phénomène observé dans l’ensemble de l’Union européenne, qui consiste à « murer » les frontières, c’est-à-dire à ré-introduire des contrôles aux frontières intérieures et à ériger des clôtures aux frontières extérieures. Les États membres le reconnaissent : « La protection des frontières extérieures de l’Union européenne est la clé du succès de l’approche globale de l’immigration ». En raison de la crise migratoire, à la mi-2016, des clôtures d’une longueur totale de 1200 km avaient été érigées aux frontières des États membres (c’est-à-dire en Hongrie, ainsi qu’en Autriche à la frontière avec la Slovaquie, en Bulgarie et en Grèce à la frontière avec la Turquie, en Grèce à la frontière avec la Macédoine, en Slovaquie à la frontière avec la Croatie) pour un coût d’environ 500 millions d’euros¹¹.

En même temps, la Pologne soutient le concept proposé par la Slovaquie : la solidarité flexible. L’idée d’un compromis sur les réfugiés, avancée lors du sommet européen de Bratislava, a été soutenue par tous les pays de Visegrad. Selon eux : « La politique migratoire doit être fondée sur le principe de la solidarité flexible. Ce concept devrait permettre aux États membres de décider de formes spécifiques de contribution, en tenant compte de leurs expériences et de leurs capacités »¹².

La contribution déclarée par la Pologne dans la lutte contre la crise migratoire est principalement une assistance personnelle, c’est-à-dire la participation des gardes-frontières polonais à la surveillance des frontières de l’UE dans les pays confrontés à la plus forte pression migratoire. Ainsi, contrairement aux déclarations officielles, la solidarité flexible est comprise comme une protection solidaire contre un afflux de migrants et comme une protection des compétences des États membres prétendument violées par la CE.

2. Une stratégie différenciée

Déjà à partir de l’exemple des pays du Triangle de Weimar, nous constatons une stratégie sociopolitique différenciée face à la vague croissante de réfugiés en Europe. Cela a peut-être eu pour conséquence que, déjà en 2020, plus de 1700

¹¹ Gabriela Baczyńska, Sonia Ledwith. 2016. How Europe built fences to keep people out, Reuters (05.04.2016). <http://uk.reuters.com/article/us-europe-migrants-fences-insight>.

¹² Georgi Gotev. 2016. *La « solidarité flexible », solution de l’est à la crise migratoire* (09.02.2017). <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/flexible-solidarity-becomes-new-tool-in-response-to-refugee-crisis>.

consulats dans les pays de l'UE ont reçu 2,9 millions de demandes de visa de courte durée de la part de citoyens non européens, soit 83 % de moins qu'en 2019. Au total, 2,5 millions de visas de courte durée ont été délivrés et 0,4 million de demandes ont été refusées, ce qui correspond à un taux de refus de 13,6 % à l'échelle de l'UE (contre 9,9 % en 2019). La plupart des demandes de visa ont été traitées par : La France (658 000) et l'Allemagne (412 000). Ceci a été suivi par : Espagne (340 000), Italie (294 000), République Tchèque (177 000), Pologne (2800)¹³.

Ces statistiques montrent clairement qu'au sein de l'Union européenne, ce sont les gouvernements de Paris et de Berlin qui portent la charge principale de la responsabilité et de l'engagement pour la situation d'urgence croissante entourant la nouvelle vague de migration. Cependant, la participation à l'impact de ces actions est sans doute plus large. Il sera intéressant d'examiner l'impact social, culturel et économique de la crise migratoire dans les pays du Triangle de Weimar.

Le mouvement de réfugiés/migration vers les pays de l'UE— qu'il soit légal ou illégal— est un fait qui ne peut être ignoré. Sur les quelque 512,4 millions d'habitants de l'UE, environ 22,3 millions (soit environ 4,4 %) sont des citoyens de pays non membres de l'UE (données 2019, Eurostat)¹⁴. L'évaluation de ce problème croissant en Europe a été dominée par une série de craintes négatives, dont les raisons ne sont pas toujours objectives. Dans la couverture médiatique ainsi que dans le discours de nombreuses factions politiques de l'Union européenne, une large vague d'émigration/réfugiés est associée, entre autres, au terrorisme, à l'augmentation de la criminalité, à la peur du chômage et à la domination démographique. Les craintes de l'islamisation du continent et les menaces épidémiologiques sont également formulées.

L'afflux massif et incontrôlable d'immigrants, y compris de réfugiés, a pris les gouvernements par surprise et a rendu nécessaire l'élaboration de nouvelles politiques d'immigration et de projets d'intégration sous la pression du temps. Malgré les assurances selon lesquelles la partie la plus importante de la nouvelle politique d'immigration est l'intégration des nouveaux arrivants dans la population locale, le processus se déroule avec de grandes difficultés et les analystes prédisent qu'il sera long. Cette complexité s'explique notamment par le fait que les nouveaux immigrants ne constituent pas un groupe homogène (différents pays d'origine, différentes raisons de quitter leur pays d'origine et différents contextes culturels). Une autre difficulté est liée au lieu d'installation des immigrants (les attitudes plus

¹³ Commission européenne. 2020. *Statistiques sur la migration vers l'Europe* (30.12.2020). https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-of-life/statistics-migration-europe_fr.

¹⁴ Eurostat, *Statistic Explained* (20.10.2019). <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/>.

courantes de réticence et d’agressivité envers les étrangers constituent un obstacle). Une autre raison encore est souvent la réticence des immigrants à s’intégrer. À l’avenir également, l’Europe restera une zone attrayante pour les immigrants potentiels. La mise en œuvre d’une politique d’immigration efficace, y compris une politique d’intégration, reste un défi majeur.

Stratégie différenciée



3. Réception positive

L’évaluation du problème croissant de la présence des réfugiés/migrants en Europe a été dominée par un certain nombre de préoccupations négatives. Les réceptions de ce type de menace sont bien illustrées par l’exposition *Scapegoating Pictures– Gilbert and George*¹⁵, présentée depuis 2013 dans de nombreuses villes européennes. C’est le résultat de nombreuses années d’observation de l’évolution d’un quartier de l’est de Londres qui est un substitut du monde moderne. Ces portraits-collages mettent en scène des personnages dont le comportement s’apparente à celui de « sculptures vivantes ». Ils expriment les problèmes actuels d’adaptation sociale, les tensions générées par la coexistence et l’interaction des habitants des grandes villes. Les grandes images sont remplies de jeunes gens de races et d’origines différentes, de femmes musulmanes voilées sur certaines ou couvertes de petits récipients d’oxyde nitreux ressemblant à des bombes sur d’autres. Les auteurs décrivent ainsi le monde urbain contemporain, en abordant les thèmes de la mort, de l’espoir, de la vie, de la peur, du sexe, de l’argent, de la race et de la religion. Les

¹⁵ Max Bracewell. 2013. *Gilbert & George– Scapegoating. Pictures for London*. London: White Cube.

boucs émissaires de ces transformations gigantesques sont des étrangers qui représentent un milieu culturel, une vision du monde et une religion différentes.

Une autre représentation artistique du multiculturalisme, incluant les différences ethniques, linguistiques et religieuses, peut être le symbole d'un tapis coloré. Dans de nombreux environnements, souvent déjà au niveau de l'enseignement primaire, il s'agit d'un élément important, non seulement décoratif, mais surtout éducatif. Symbole du multiculturalisme social, le tapis de bienvenue peut représenter visuellement des représentants de différentes cultures, races et langues. Le mot « bienvenue » écrit dessus dans de nombreuses langues devient une invitation à rejoindre une discussion sur l'ethnicité et le développement de la conscience et de l'identité culturelles et religieuses. Déjà à ce niveau, il fait prendre conscience aux participants de la richesse que recèle la rencontre avec la différence. Dans ce scénario, une menace perçue peut être transformée en une opportunité de développement. L'étranger apparent peut faire partie du WE commun. Orban Pamuk¹⁶ encourage ce type de transformation de la pensée. Cet écrivain, riginaire de Turquie, lauréat du prix Nobel de littérature, il observe que la catégorie OCEAN (ceux qui sont exclus par la robe, les fanatiques religieux, ceux qui poussent aux frontières) est confrontée dans l'Europe contemporaine à la génération de 68, les soi-disant défenseurs de l'identité européenne, les constructeurs de divers types de barrières et de murs. Cela a provoqué un changement dans le paysage européen, où le « vagabond réfléchi » de Baudelaire s'est transformé en « émigrant perdu » du XXI^e siècle.

Dans l'évaluation objective du phénomène des réfugiés/migrants en Europe, il convient de souligner qu'il comporte également un certain nombre d'avantages économiques et démographiques. Parmi celles-ci, citons : le comblement des lacunes sur le marché du travail du pays d'accueil (tant dans les professions hautement qualifiées que dans les emplois simples) ; l'impact positif sur les changements démographiques défavorables qui se produisent dans l'UE. Les prévisions démographiques publiées montrent, par exemple, que grâce à la population immigrée, la population allemande ne diminuera pas d'ici 2060¹⁷. Les réfugiés/immigrants apportent avec eux un point de vue nouveau – de nouvelles idées et méthodes qui stimulent la créativité et l'innovation. Il existe également des avantages économiques pour les pays d'origine, où l'on observe une réduction de la pauvreté grâce aux envois de fonds et aux investissements

¹⁶ Orban Pamuk (1952) est l'un des intellectuels « éclairés » de Turquie, aux opinions religieuses peu orthodoxes et ouvert à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne. Il a été le premier écrivain du monde musulman à condamner publiquement la fatwa condamnant Salman Rushdie à mort. Ses livres décrivent souvent le contact entre les cultures orientales et occidentales. Son œuvre a été traduite dans plus de 40 langues.

¹⁷ Mikołaj Pawlak. 2017. Niemiecka polityka migracyjna: pieniądze za dobrowolny powrót do domu (03.05.2017). <http://www.dw.com/pl/nemiecka-polityka-migracyjna>.

des émigrants/réfugiés. Ce processus a également un effet socioculturel positif. L’échange de personnes et d’idées peut être source d’inspiration et favoriser la création d’environnements tolérants. Pour ce faire, les nouveaux arrivants doivent s’intégrer. Ce processus devrait déjà commencer dans les camps de réfugiés transitoires.

Conclusion

Le Triangle de Weimar a été créé en août 1991 à Weimar à l’initiative des chefs de la diplomatie de l’époque de la Pologne – Krzysztof Skubiszewski, de la France – Roland Dumas et de l’Allemagne – Hans-Dietrich Genscher. Son principal objectif était de rapprocher la Pologne des structures de l’UE et de l’OTAN. Après trente ans d’existence du format, il est unanimement reconnu que sans les pays du Triangle de Weimar, il est impossible d’imaginer l’Union européenne à part entière. Dans la situation actuelle, la question des réfugiés et de l’augmentation des flux migratoires est devenue importante dans cette coopération. Une coopération constructive sur l’axe Paris– Berlin– Varsovie affecte le plan pour l’ensemble de l’Union. Seule une coopération étroite permettra d’empêcher le régime de Loukachenko d’instrumentaliser ce processus en 2021. Ses actions hybrides requièrent la solidarité de tous les pays de l’UE. Il est important de fournir une aide humanitaire sur le terrain et une assistance aux pays voisins afin d’empêcher les migrations incontrôlées. De même, il existe des perspectives d’efforts supplémentaires pour promouvoir la coopération entre les régions des trois pays et l’activité de la société civile.

References

- Baczynska Gabriela, Ledwith Sonia. 2016. How Europe built fences to keep people out, Reuters (05.04.2016). <http://uk.reuters.com/article/us-europe-migrants-fences-insight>.
- Becker Maria. 2015. *Der Asyldiskurs in Deutschland. Eine medienlinguistische Untersuchung von Presstexten, Onlineforen und Polit-Talkshows*. Frankfurt am Main : Peter Lang.
- Bracewell Max. 2013. *Gilbert & George– Scapegoating. Pictures for London*. London : White Cube.
- Commission européenne. 2015. État d’avancement des dix priorités de la Commission européenne (25.09.2017). https://ec.europa.eu/info/index_fr.
- Durand Martine, Lemaître Georges. 2006. « La politique migratoire française à un tournant ». *Économie Internationale* 108 : 115–137.
- Eurostat, *Statistic Explained* (20.10.2019). <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/>.

- Gotev Georgi. 2016. *La « solidarité flexible », solution de l'est à la crise migratoire* (09.02. 2017). <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/flexible-solidarity-becomes-new-tool-in-response-to-refugee-crisis>.
- Meloche-Holubowski Mélanie. 2018. *Les routes de migrants en mouvement* (19.09.2019). <https://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2018/route-migrants/frontieres-clotures-barrieres-migration-europe/>.
- Ministre de l'Intérieur. 2015–2020. *Les textes portant sur l'immigration, à l'asile, à l'accueil et à l'accompagnement des étrangers – Année 2015–2020* (30.12.2020). <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/fr/Info-ressources/Documentation/Textes-officiels>.
- Ojewska Natalia. 2015. *Sentiment anti-immigrant en Pologne : pure haine ou violence éphémère ?* (28.09.2017). <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/sentiment-anti-immigrant-en-pologne-pure-haine-ou-violence-ephemere>.
- Pawlak Mikołaj. 2017. *Niemiecka polityka migracyjna: pieniądze za dobrowolny powrót do domu* (03.05.2017). <http://www.dw.com/pl/niemiecka-polityka-migracyjna>.
- Refugee Crisis : European Commission Takes Decisive Action – Questions and Answers*, Strasbourg (01.04.2017). http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-15-5597_en.htm.
- Règlement 343/2003 du Conseil établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers*, 32003R0343, adopté le 18 février 2003, 1–10 (17.03.2019). <https://eur-lex.europa.eu/oj/direct-access.html?locale=fr>.
- Renaud Honoré. 2015. *Entre Europe de l'Est et de l'Ouest, un clivage culturel sur les réfugiés*. « Les Échos » (21.09.2016). <https://www.lesechos.fr/2015/09/entre-europe-de-lest-et-de-louest-un-clivage-culturel-sur-les-refugies>.
- United Nations High Commissioner for Human Rights (UNHCHR), *Resolution adopted by the General Assembly [Report of the Third Committee] A/48/632/Add.4, 48/141: High Commissioner for the promotion and protection of all human rights*.